

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS

PLACEMENTS DE TUNISIE – SICAF

Siège social : 2, rue de Turquie - 1001 Tunis -

La Société Placement de Tunisie- SICAF- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 Décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée Générale ordinaire statuant sur l'exercice 2024 qui se tiendra le 08 Mai 2025. Ces états sont accompagnés des rapports du commissaire aux comptes : Mr Fayçal DERBEL (FINOR).

Bilan arrêté au 31 Décembre 2024

ACTIFS

<u>Notes</u>	<u>31 Décembre</u>	<u>31 Décembre</u>
	2024	2023
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations financières	3 12 268 071	12 268 071
Total des actifs immobilisés	12 268 071	12 268 071
Total des actifs non courants	12 268 071	12 268 071
ACTIFS COURANTS		
Placements et autres actifs financiers	5 383 490	5 033 485
Moins : provisions	(177 523)	(328 591)
	4 5 205 967	4 704 894
Autres actifs courants	5 278 124	165 139
Liquidités et équivalents de liquidités	6 23 356	20 886
Total des actifs courants	5 507 447	4 890 919
TOTAL DES ACTIFS	17 775 518	17 158 990

Bilan arrêté au 31 Décembre 2024

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

(Montants exprimés en dinars)

	Notes	31 Décembre	31 Décembre
		2024	2023
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		10 000 000	10 000 000
Réserves		2 713 591	2 713 591
Résultats reportés		1 890 742	2 963 582
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		14 604 333	15 677 173
Résultat net de la période		3 111 258	1 427 160
Total capitaux propres avant affectation	7	17 715 591	17 104 333
PASSIFS COURANTS			
Autres passifs courants	8	59 927	54 657
Total des passifs courants		59 927	54 657
Total des passifs		59 927	54 657
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		17 775 518	17 158 990

Etat de résultat arrêté au 31 Décembre 2024
(Montants exprimés en dinars)

	Notes	31 Décembre 2024	31 Décembre 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus des titres - droit de propriété	9	3 099 731	1 563 499
Revenus des placements	10	129 785	125 446
Reprises sur provisions	4	155 964	73 467
		3 385 480	1 762 412
Total des produits d'exploitation CHARGES			
D'EXPLOITATION			
Autres charges d'exploitation	11	262 338	257 452
Dotations aux amortissements et aux provisions	12	4 897	72 881
		267 235	330 333
Total des charges d'exploitation			
Résultat d'exploitation		3 118 245	1 432 079
Charges financières nettes		-	(1 110)
Résultat des activités ordinaires (avant impôt)		3 118 245	1 430 969
Impôt sur les sociétés	13	(6 487)	(3 309)
Contribution sociale de solidarité		(500)	(500)
Résultat des activités ordinaires (après impôt)		3 111 258	1 427 160
Résultat de la période		3 111 258	1 427 160

Etat de flux de trésorerie arrêté au 31 Décembre 2024

(Montants exprimés en Dinars)

	Notes	31 Décembre 2024	31 Décembre 2023
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Encaissements provenant de la cession de titres et de placements financiers	14	2 636 461	2 705 233
Dividendes et intérêts encaissés	15	3 128 375	2 766 645
Encaissements provenant des placements (CD)	4	14 000 000	10 000 000
Total des encaissements d'exploitation		<u>19 764 836</u>	<u>15 470 878</u>
Décaissements pour achats de titres et placements financiers	14	1 997 627	2 695 656
Distributions de dividendes	16	2 499 933	2 499 933
Décaissements provenant des placements (CD)	4	15 000 000	10 000 000
Jetons de présence	17	21 943	16 457
Autres décaissements		242 863	246 957
Total des décaissements d'exploitation		<u>19 762 366</u>	<u>15 459 003</u>
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE (AFFECTES A) L'EXPLOITATION FLUX DE		<u>2 470</u>	<u>11 875</u>
TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT			
Encaissements provenant des acquisitions des immobilisations financières		-	-
Décaissements provenant des acquisitions des immobilisations financières		-	-
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE (AFFECTES A) L'INVESTISSEMENT		-	-
Variation de trésorerie		<u>2 470</u>	<u>11 875</u>
Trésorerie au début de l'exercice		20 886	9 011
Trésorerie à la clôture de la période		23 356	20 886

Note 1 : PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

La société « Placements de Tunisie » a été créée en Décembre 1948 avec un capital initial de D : 18.000.

Ce capital a connu plusieurs augmentations successives, soit par attribution d'actions gratuites, soit par souscription en numéraire. Il s'élève actuellement à D : 10.000.000 divisé en 1.000.000 actions de D : 10 chacune et libérées en totalité.

La société a été transformée en 1989 en société d'investissement à capital fixe. Elle est ainsi régie par la loi n° 88-92 du 02 Août 1988, sur les sociétés d'investissement, telle que modifiée et complétée par la loi n°92-113 du 23 Novembre 1992, la loi n°95-87 du 30 Octobre 1995 et la loi n° 2001- 83 du 24 juillet 2001, la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003.

Elle a pour objet la gestion au moyen de l'utilisation de fonds propres, d'un portefeuille de valeurs mobilières et peut effectuer des opérations connexes et compatibles avec cet objet.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles du droit commun.

Note 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les principes et méthodes comptables les plus significatifs, retenus pour la préparation des états financiers, se résument comme suit :

2.1- Immobilisations financières

Cette rubrique se compose essentiellement des placements à long terme.

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance.

Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Lors de leur acquisition, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût, donnent lieu à la constatation de provision. Les plus-values ne sont pas constatées.

2.2- Placements et autres actifs financiers

Cette rubrique est constituée par les placements à court terme.

Un placement à court terme est un placement que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, par sa nature, peut être liquidé à brève échéance.

Toutefois, le fait de détenir un tel placement pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, son classement parmi les placements à court terme.

Lors de leur acquisition, les placements sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date d'arrêté, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme, afin de constater toute dépréciation éventuelle.

2.3- Cession des placements et des droits attachés

En cas de cession d'un placement, la différence entre la valeur comptable et le produit de la vente, net des charges, est portée en résultat.

2.4- Revenus des placements

Les revenus des placements englobent principalement les dividendes et les intérêts. Ils sont constatés en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés.

Note 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières s'élevaient, au 31 décembre 2024 à D : 12.268.071 contre le même solde à l'issue de l'exercice précédent, et s'analysent comme suit :

Titres	Nombre	Coût moyen Unitaire	Valeur comptable au 31/12/2024	Valeur comptable au 31/12/2023
•ASTREE	471 000	13,387	6 305 067	6 305 067
•COTUSAL	13 924	119,262	1 660 604	1 660 604
• AIR LIQUIDE	66 804	64,399	4 302 081	4302 081
• ASTREE DA CP 27	40	2,500	100	100
• AIR LIQUIDE DA 1/30	8	6,250	50	50
• Nouveaux emballages tunisiens	2	84,500	169	169
Total			12 268 071	12 268 071

Note 4 : PLACEMENTS & AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Le solde de cette rubrique, net de provisions, s'élève à la clôture de l'exercice à D : 5.205.967 contre D : 4.704.894 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaille comme suit :

Titres	Nombre	Coût moyen Unitaire	Valeur comptable au 31/12/2024	Valeur comptable au 31/12/2023
. Certificat de dépôt	-	-	2 000 000	1 000 000
. SICAV- RENDEMENT	4 435	108,191	479 827	1 139 881
. ARTES	52 418	7,176	376 174	376 174
. SFBT	29 250	15,054	440 332	440 332
. CARTHAGE CEMENT	211 600	2,105	445 521	445 521
. SPDIT SICAF	47 985	5,999	287 864	287 864
. ATTIJARI BANK	10 250	16,759	171 781	171 781
. ENNAKL AUTOMOBILES	16 500	9,244	152 533	152 533
. ONE TECH HOLDING	30 000	4,333	130 000	130 000
. UIB	10 000	12,153	121 530	121 530
. SITEX	3 682	22,451	82 664	82 664
. POULINA GROUP HOLDING	12 000	6,648	79 775	79 776
. Oil Libya Tunisie	231	119,606	27 629	27 629
. Société de Gestion des exportations	100	100,000	10 000	10 000
. SACEM	10 000	0,172	1 720	1 720
. Société TFT	1	10,000	10	10
. SAH	37 033	9,849	364 726	364 723
. SOTUVER	31 908	5,714	182 337	155 964
. LAND OR	2 290	8,300	19 007	19 007
. SOTUVER NOUVELLE GRATUITE	-	-	-	26 373
Total brut			5 383 490	5 033 485
Provisions pour dépréciation des titres		(A)	(177 523)	(328 591)
Total net			5 205 967	4 704 894

	4 704 694
Les principaux mouvements enregistrés sur ce compte se résument comme suit : Solde au 31/12/2024	16 997 627
Achats	
* SICAV RENDEMENT	1 987 627
* CD	15 000 000
* Sicav Capitalisation Plus	10 000
Ventes	(16 662 151)
* SICAV RENDEMENT	(2 662 151)
* CD	(14 000 000)
Plus-value latente sur titres SICAV Rendement	14 530
Dotations aux provisions	(4 897)
Reprises sur provisions	155 964
Solde au 31/12/2024	5 205 967

(A) : Le compte provisions pour dépréciation de titres s'analyse comme suit :

Titres	Solde au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2024
• SITEX	65 433	4 897	-	70 329
• SACEM	1 720	-	-	1 720
• Société de gestion des exportations	10 000	-	-	10 000
• ARTES	30 424	-	30 424	-
• CARTHAGE CEMENT	39 671	-	39 671	-
• SAH	66 685	-	66 685	-
• SFBT	109 663	-	14 189	95 474
• LAND OR	4 995	-	4 995	-
Total provisions	328 591	4 897	155 964	177 523

Note 5 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le solde de cette rubrique s'élève à la clôture de l'ex à D : 278.124 contre D : 165.139 à l'issue de l'exercice précédent :

	31/12/2024	31/12/2023
• Etat, excédent d'impôt à reporter	188 275	165 139
• Compte d'attente	455	455
• Charge constatées d'avance	-	-
• Produits à recevoir	89 849	-
Total	278 579	165 594
• Provision sur compte d'attente	(455)	(455)
Total	278 124	165 139

Note 6 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Cette rubrique accuse, à la clôture de l'exercice, un solde de D : 23.356 contre D : 20.886 à l'issue de l'exercice précédent. Il s'agit du solde du compte courant bancaire ouvert auprès de la Banque de Tunisie.

Note 7 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
• Capital social	(A)	10 000 000	10 000 000
• Réserve légale	(B)	1 000 000	1 000 000
• Prime d'émission		340 000	340 000
• Autres réserves		1 373 591	1 373 591
• Résultat reportés		1 890 742	2 963 582
	Total	<u>14 604 333</u>	<u>15 677 173</u>
Résultat net de l'exercice	(1)	<u>3 111 258</u>	<u>1 427 160</u>
Total des capitaux propres avant affectation	(C)	<u>17 715 591</u>	<u>17 104 333</u>
Nombre d'actions	(2)	1 000 000	1 000 000
Résultat par action (1) / (2)		3,111	1,427

(A) Au 31 Décembre 2024, le capital social est de D: 10.000.000 composé de 1.000.000 actions d'une valeur nominale de D: 10 chacune et libérées en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social, cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Voir tableau de mouvements ci-joint :

Affectations approuvées par l'AGO du 30 mai 2024					1 427 160	(1 427 160)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2023							
Résultat net de l'exercice 2024					(2 500 000)		(2 500 000)
						3 111 258	3 111 258
Solde au 31 décembre 2024	10 000 000	1 000 000	340 000	1 373 591	1 890 742	3 111 258	17 715 591

Notes aux états financiers
Arrêtés au 31 Décembre 2024

Note 8 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants s'élevaient à la clôture de l'exercice D : 59.927 contre D :54.657 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Etat, retenues à la source	6 220	5 495
Etat, TCL à payer	20	36
Actionnaires dividendes à payer	1 117	1 050
Contribution Sociale de Solidarité	500	500
Produits constatés d'avance	17 258	10 087
Charges à payer	34 812	37 489
Total	59 927	54 657

Note 9 : REVENUS DES TITRES - DROITS DE PROPRIETE

Les revenus des titres englobent les dividendes constatés relatifs aux différents titres composant le portefeuille de la société.

Ils s'élevaient en 2024 à D : 3.099.731, Ils se détaillent, par titre, comme suit :

Titres	Nombre de coupons	Dividende par action	Dividendes au 31/12/2024	Dividendes au 31/12/2023
•ASTREE	471 000	2,200	1 036 200	942 000
• SICAV- RENDEMENT	4 435	6,300	66 308	53 563
• AIR LIQUIDE	66 804	6,300	420 865	367 422
		92 600		
•MARE ALB (EX COTUSAL)	13 924		1 289 362	-
• ARTES	52 418	0,500	26 209	52 418
• SPDIT SICAF	47 985	0,850	40 787	33 590
• ATTIJARI BANK	10 250	4,500	46 125	41 000
• SFBT	29 250	0,740	21 645	19 980
• UIB	10 000	0 850	8 500	8 000
• ONE TECH HOLDING	30 000	0,250	7 500	5 250
• OLA ENERGY	231		89 849	-
• ENNAKL AUTOMOBILES	16 500	0,700	11 550	10 725
• POULINA GROUP HOLDING	12 000	0,360	4 320	2 820
• SAH	28 803	0,205	11 881	5 905
• SOTUVER	27 000	0,400	14 850	10 800
• LAND OR	2 290	0,320	-	733
Total			3 099 731	1 563 499

Note 10 : REVENUS DES PLACEMENTS

Cette rubrique se détaille comme suit :

Titres	31/12/2024	31/12/2023
• Plus-values réalisées sur titres SICAV RENDEMENT	2 633	5 830
• Moins-values réalisées sur titres SICAV RENDEMENT	(28 323)	-
• Plus-values -latentes sur sicav RDT	14 470	34 198
• Plus-values-latentes sur titres SICAV RDT	60	-
• Intérêts des certificats de dépôt	140 945	85 418

Total revenus des placements	129 785	125 446
------------------------------	---------	---------

Note 11 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 Décembre 2024 à D :262.338, contre D :257.452, à l'issue de l'exercice précédent, et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
. Location	13 603	12 624
• CMF	2 003	1 601
• TUNISIE CLEARING	6 085	5 951
• BVMT	2 357	2 514
• Rémunérations d'intermédiaires & honoraires	18 357	19 835
• Publicité, publications, relations publiques	10 258	9 080
• Frais de garde	88 278	93 021
• Jetons de présence	24 000	24 000
• Impôts & taxes	6 898	4 606
• Frais de gestion Banque de Tunisie	90 499	83 796
• Frais de courtage	-	-
• Pénalités de retard	-	-
• Autres charges	-	424
Total	262 338	257 452

Note 12 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS et PROVISIONS

Les dotations aux provisions se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Total	4 897	72 698
	-	183
	4 897	72 881

(cf. note 4)

Note 13 : IMPOT SUR LES SOCIETES ET CONTRIBUTION SOCIALE DE SOLIDARITE

L'impôt sur les sociétés, est calculé conformément à la législation en vigueur de la manière suivante :

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable avant impôt	3 118 245	1 430 969
Réintégrations		
* Provisions pour dépréciation des titres	4 897	72 698
* Plus-values latentes nettes sur titres SICAV, constatées à la clôture de l'exercice précédent	34 198	23 659
* Moins-values réalisées sur SICAV-RENDEMENT après distribution des dividendes	28 323	-
* Pénalités de retard	-	-
* Certificats de Retenues à la source non imposables	-	207
Déductions		
* Reprise sur provisions pour titres	(155 964)	(73 467)
* Plus-values latentes nettes sur titres SICAV, constatées à la clôture de l'exercice en cours	(14 530)	(34 198)
* Intérêts sur placements	-	(1 037)
* Plus-values sur cessions des titres cotés	-	-
Résultat fiscal avant déduction des dividendes	3 015 169	1 418 831
* Dividendes des actions	(3 015 169)	(1 418 831)
Résultat imposable	-	-
Impôt sur les Sociétés	6 487	3 309
Contribution sociale de solidarité instauré par l'article 53 la loi 2017-66 du 17 Décembre 2017 portant loi de finances de l'année 2018	500	500
A imputer		
* Excédent d'impôt antérieur	(165 139)	(151 614)
* Retenues à la source	(29 623)	(16 834)
IS à reporter	188 275	165 139

Note 14 : ENCAISSEMENTS ET DECAISSEMENTS POUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR PLACEMENTS FINANCIERS

Les encaissements pour opérations sur titres et sur placements financiers s'analysent comme suit :

Cessions de titres en valeurs brutes		2 662 151
* Placements courants	2 662 151	
Moins-values réalisées sur cessions de titres		(28 323)
Plus-values réalisées sur cession de titres		2 633
Encaissements		2 636 461

Les décaissements pour opérations sur titres et sur placements financiers s'analysent comme suit :

Acquisitions de titres en valeurs brutes		1 997 627
* Placements courants	1 997 627	
Décaissements		1 997 627

Note 15 : DIVIDENDES ET INTERETS ENCAISSES

Les dividendes et intérêts encaissés s'analysent comme suit

- Revenus des titres-droits de propriété		3 099 731
- Intérêts des certificats de dépôt		140 945
- Produits constatés d'avance au 31 Décembre 2024		17 258
- Produits constatés d'avance au 31 Décembre 2023		(10 087)
- Retenues à la source / CD (20%)		(29 623)
- Produits à recevoir 2024		(89 849)
<u>Encaissements</u>		<u>3 128 375</u>

Note 16 : DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Les dividendes distribués au cours de l'exercice s'analysent comme suit :

- Décision de distribution de dividendes (AGO du 30 juin 2023)		2 500 000
- Actionnaires, dividendes à payer au 31 Décembre 2023		1 050
- Actionnaires, dividendes à payer au 31 Décembre 2024		(1 017)
<u>Décaissement</u>		<u>2 499 933</u>

Note 17 : JETONS DE PRESENCE

Les jetons de présence distribués au cours de l'exercice s'analysent comme suit :

- Charges jetons de présence 2024		24 000
- Charges à payer 2023		3 429
- Charges à payer 2024		-
<u>Valeur brute des jetons de présence</u>		<u>27 429</u>
- Retenues à la source / JP (20%)		(5 486)
<u>Jetons de présence nets</u>		<u>21 943</u>

PLACEMENTS DE TUNISIE - SICAF

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Messieurs les actionnaires de la société « PLACEMENTS DE TUNISIE – SICAF »

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société « PLACEMENTS DE TUNISIE – SICAF » qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2024, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 17.775.518, un bénéfice net de D : 3.111.258 et une trésorerie positive à la fin de l'exercice de D : 23.356.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés d'audit

Les questions clés d'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation du portefeuille titres

Question clé d'audit

La société a un portefeuille titres significatif qui englobe des participations et des placements en actions cotées et non cotées, ayant des valeurs brutes respectives, au 31 décembre 2024, de D : 12.268.071 et D : 5.383.490 (cf. Notes aux états financiers n°3 « Immobilisations financières » et n°4 « Placements et autres actifs financiers »).

L'évaluation des participations et des placements est effectuée conformément aux principes et méthodes décrits aux notes aux états financiers n°2.1 et 2.2.

En raison du poids du portefeuille titres et de la sensibilité des facteurs de détermination de leurs valeurs, nous avons considéré leur évaluation comme une question clé d'audit.

Diligences accomplies

Nos diligences d'audit de l'évaluation du portefeuille titres ont notamment consisté à :

- Examiner les procédures de contrôle interne mises en place par la société à cet égard, notamment en matière de collecte et de suivi des éléments d'évaluation de ces actifs et effectuer des tests de contrôle d'application à ce titre.
- Vérifier le caractère approprié de la méthode de valorisation retenue pour chaque catégorie de titres de même nature et que celle-ci est adaptée à la nature, aux caractéristiques et aux circonstances de l'investissement réalisé.
- Examiner le caractère approprié des facteurs retenus pour la détermination de la valeur d'usage, tels que la valeur du marché, l'actif net et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice.
- Apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation de chaque catégorie de titres et vérifier les modalités de détermination et de comptabilisation des provisions requises.
- Vérifier l'exactitude des données relatives aux participations et aux placements fournies dans les notes aux états financiers.

Exhaustivité des revenus de dividendes

Question clé d'audit

Les revenus de la société sont constitués à hauteur de 92% par des dividendes qui totalisent, au 31 décembre 2024, un montant de D : 3.099.731 (cf. Note aux états financiers n°9 « Revenus des titres – droit de propriété »).

La comptabilisation des dividendes est effectuée conformément au principe décrit à la note aux états financiers n°2.4 « Revenus des placements ».

En raison du poids des revenus de dividendes et des spécificités des règles de leur comptabilisation, nous avons considéré leur exhaustivité comme une question clé d'audit.

Diligences accomplies

Nos diligences d'audit de l'exhaustivité des revenus de dividendes ont notamment consisté à :

- Examiner le dispositif de contrôle interne mis en place par la société relatif au suivi des participations et des placements et effectuer des tests de contrôle d'application à ce titre.
- Collecter les Procès-Verbaux des assemblées générales des sociétés dans lesquelles la société « PLACEMENTS DE TUNISIE – SICAF » détient une part dans le capital et exami-

ner les décisions de distribution de dividendes qui y sont consignées, prises au cours de l'exercice 2024.

- Vérifier le calcul des dividendes revenant à la société « PLACEMENTS DE TUNISIE – SI-CAF » ainsi que leur prise en compte en produits dès qu'ils sont acquis même s'ils ne sont pas encore encaissés.
- Vérifier l'exactitude des données relatives aux revenus de dividendes fournies dans les notes aux états financiers.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si

la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris
- Les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier

prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par des textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 (nouveau) de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société à la réglementation en vigueur, notamment les dispositions de l'arrêté du ministre des Finances du 28 août 2006.

Composition du conseil d'administration

Contrairement aux dispositions de la loi 2019-47 relative à l'amélioration du climat de l'investissement, votre société n'a pas encore désigné des membres indépendants du conseil d'administration et un représentant des actionnaires minoritaires.

Tunis, le 28 Mars 2025

FINOR

Faycal DERBEL

PLACEMENTS DE TUNISIE - SICAF

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Messieurs les actionnaires de la société « PLACEMENTS DE TUNISIE – SICAF »

En application des dispositions des articles 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport toutes les indications relatives à la conclusion et à l'exécution des conventions régies par les dispositions précitées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Convention de services administratifs et financiers

Le conseil d'administration réuni le 07 février 2007, a autorisé la convention de services administratifs et financiers, conclue entre votre société et la Banque de Tunisie.

En vertu de cette convention, la Banque de Tunisie est chargée de l'hébergement du siège social, de la gestion comptable et administrative et de l'organisation des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales de la société « Placements de Tunisie – SICAF » et ce, moyennant une rémunération annuelle de D : 30.000 hors taxes, susceptible de révision.

Le conseil d'administration réuni le 06 février 2009, a autorisé la révision de ladite rémunération pour la porter à D : 40.000 hors taxes.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant le 26 Décembre 2012, qui a étendu son objet à la location d'un bureau au profit de la société « Placements de Tunisie – SICAF » pour une période de deux ans renouvelables par tacite reconduction, courant à partir du 01 Janvier 2012. En outre, elle a porté

la rémunération annuelle de la banque à D : 46.000 hors taxes, qui sera majorée chaque année au taux de 5%.

La convention de services administratif et financier, conclue entre votre société et la Banque de Tunisie, a fait l'objet d'un nouvel avenant N°3 le 23 septembre 2022, portant la commission annuelle de la banque, en rémunération des services financiers, à D : 65.200 hors taxes et le loyer annuel à D : 9.800, qui seront majorés chaque année de 8%. Les nouvelles dispositions du nouvel avenant prennent effet à dater du 1^{er} janvier 2022.

Les charges supportées par la société en 2024, s'élèvent à D : 104.101.

Rémunération du Directeur Général

Le conseil d'administration réuni le 30 juin 2023 a décidé de renouveler le mandat de Monsieur Radouane ZAYANI en tant que Directeur Général de la société. Sa rémunération mensuelle brute a été fixée à D : 400 par le conseil d'administration réuni le 22 août 2017.

A ce titre, les charges supportées par la société en 2023, s'élèvent à D : 4.800.

Hormis les conventions ci-dessus indiquées, votre conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune autre convention entrant dans le cadre des dispositions précitées. Par ailleurs et de notre côté, nous n'avons pas relevé au cours de nos investigations d'autres opérations régies par lesdits articles.

Tunis, le 28 Mars 2025

FINOR

Faycal DERBEL